

**Union européenne - Conseil "Justice
et affaires intérieures" - L'UE
adopte des règles plus strictes
concernant le blanchiment de
capitaux - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne**
(Luxembourg, 11 octobre 2018)

Le Conseil a adopté ce jour une nouvelle directive de lutte contre le blanchiment de capitaux. Cette directive met en place de nouvelles dispositions de droit pénal qui perturberont et bloqueront l'accès des criminels aux ressources financières, y compris celles utilisées pour des activités terroristes.

Parmi les nouvelles règles figurent:

- l'établissement de règles minimales concernant la définition des infractions et sanctions pénales dans le domaine du blanchiment de capitaux. Les activités de blanchiment de capitaux seront passibles d'une peine d'emprisonnement maximale de 4 ans, et les juges pourront imposer des mesures et des sanctions supplémentaires (exclusion temporaire ou permanente de l'accès à des financements publics, amendes, etc.). Des circonstances aggravantes seront reconnues dans les affaires liées à des organisations criminelles ou pour les infractions commises dans l'exercice de certaines activités professionnelles;
- la possibilité de tenir des personnes morales pour responsables de certaines activités de blanchiment de capitaux et de leur appliquer une série de sanctions (exclusion du bénéfice d'une aide publique, placement sous contrôle judiciaire, mesure judiciaire de dissolution, etc.);
- la suppression des obstacles à la coopération judiciaire et policière transfrontière par la mise en place de dispositions communes afin d'améliorer le déroulement des enquêtes. Dans les affaires transfrontières, les nouvelles règles établissent plus précisément quel Etat membre exerce la compétence et définissent la coopération entre les Etats membres concernés, ainsi que la manière d'associer Eurojust.

Prochaines étapes

Une fois la directive publiée au Journal officiel de l'UE, les Etats membres disposent d'un délai maximal de 24 mois pour la transposer dans leur droit national.

Contexte

Cette directive complète, en ce qui concerne les aspects pénaux, la directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, qui a été formellement adoptée en mai 2018./.